344 *Journal Historique sur les*
nous pourrions convenir d'un échange ou équivalent, (sans doute que cette proposition regarde partie de la succession du Roi Guillaume, dernier Prince d'Orange,) digne de la grandeur d'un Roi, & de l'honneur de ma Famille, dont je dois soutenir les intérêts.

Je vous prie très-instamment de vouloir employer vôtre credit & équité à garantir ma Maison d'un tort si considérable, & de nous procurer particulièrement au Traité de Paix, (que Dieu nous donne) des satisfactions qui reparent, avec le consentement de tous les intéressés, cette alienation des Etats, qui nous sont à proportion, autant à cœur que des Royaumes.

Si les Souverains disposant des biens des particuliers, pour le bien public, sont tenus à la compensation des parties, à plus forte raison lors qu'il s'agit d'aliéner des Souverainetés; on doit esperer que la force & la convenance y auront moins de part; que le consentement des propriétaires, avec un échange plein d'équité. Je vous prie donc d'y vouloir contribuer; j'y porterai toutes les facilitez possibles, & tâcherai d'y induire la Maison de Nassau, que je recommande à vos graces, vous priant en mon particulier d'être persuadé qu'on ne peut être avec plus de veneration que je suis, Magnifiques & Puissants Seigneurs, vôtre très humble & très affectionné Serviteur. *Signé G. PRINCE d'ORANGE & de Nassau. à Ratisbonne le 10. Fevrier 1708.*

III. On a imprimé à Paris chez Sevestre, sur le Pont St. Michel, un Mémoire en forme de *Factum*, servant de réponse aux observations faites de la part de Mr. l'Electeur de Brandebourg, sur la retraite & sur les

Factum
pour les prétendants